

## **Séance d'information du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la situation en Haïti**

### **Déclaration au nom du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social des Nations Unies**

**New York, le 26 avril 2023**

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de prendre la parole au nom du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social des Nations Unies. Le Groupe consultatif comprend 22 États membres qui se sont engagés à accompagner le développement socio-économique à long terme d'Haïti. Depuis l'année dernière, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la Barbade, le Kenya et Saint-Kitts-et-Nevis se sont joints à notre groupe.

Nous constatons que la crise complexe et multidimensionnelle que traverse Haïti s'aggrave et a des effets dévastateurs sur la vie quotidienne des Haïtiens.

Les gangs ont étendu leur contrôle et continuent de terroriser la population haïtienne. Les enlèvements sont devenus une industrie lucrative. Les enfants et les jeunes continuent d'être recrutés par les gangs. Les femmes, les filles et les garçons sont les victimes d'horribles violences sexuelles. Les parents ne peuvent pas être sûrs que leurs enfants reviendront sains et saufs de l'école. Le prix des denrées alimentaires et du carburant met davantage à l'épreuve les familles et les entreprises. Près de la moitié de la population haïtienne ne mange pas à sa faim, et certaines collectivités sont confrontées à des conditions proches de la famine.

Monsieur le président,

Au nom du Groupe consultatif, je veux insister sur les quatre points suivants :

Premièrement, il est essentiel de rétablir la sécurité afin d'alléger les souffrances des Haïtiens, de permettre aux gens de quitter leur domicile en toute sécurité, et de renforcer la confiance des investisseurs dans le pays. Pour ce faire, il convient d'adopter une approche globale qui freine la circulation des armes et des munitions, renforce la Police nationale haïtienne et l'état de droit, protège les droits de la personne, et réduit la violence au sein des collectivités.

Deuxièmement, nous vous encourageons fortement à intensifier les efforts visant à garantir un dialogue politique national élargi et plus inclusif afin de tracer pour le pays la

voie à suivre vers la stabilité et le développement durable, notamment par l'organisation d'élections crédibles, libres, équitables et transparentes.

Troisièmement, la communauté internationale doit agir rapidement pour répondre aux besoins humanitaires immédiats des Haïtiens tout en investissant dans le développement durable du pays afin qu'il puisse mieux surmonter les futures crises. Le Plan de réponse humanitaire de cette année présente l'appel le plus important depuis le tremblement de terre dévastateur de 2010, soulignant l'ampleur, la gravité et l'urgence de la crise humanitaire en Haïti.

Des mesures doivent être prises d'urgence pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence des Haïtiens tout en fournissant une aide d'urgence en subsistance afin de bâtir un système alimentaire plus résilient et plus productif.

Enfin, les mesures immédiates visant à rétablir la sécurité doivent s'accompagner d'efforts pour s'attaquer aux causes profondes de la violence dans le pays : l'extrême pauvreté, la corruption, l'impunité et la collusion entre les sphères politique et économique.

Les sanctions sont un outil important pour aider à briser le pouvoir des gangs armés, et nous encourageons le travail du Groupe d'experts et du Comité des sanctions créé par la résolution 2653.

Nous devons également lutter contre la corruption et l'impunité en Haïti en rétablissant l'état de droit par le renforcement des institutions en Haïti, particulièrement les systèmes judiciaire et correctionnel.

La mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le meilleur moyen de s'attaquer aux causes profondes de la violence en Haïti et de pérenniser la paix.

Les solutions à cette crise doivent appartenir aux Haïtiens. Nous, les partenaires, les amis et les voisins d'Haïti, devons nous mobiliser de toute urgence pour renforcer notre soutien coordonné.

Une approche globale fondée sur les liens entre la paix, l'action humanitaire et le développement est nécessaire pour qu'Haïti puisse, espérons-le, être rayé de l'ordre du jour du Conseil.

Monsieur le président,

Nous devons bien aux Haïtiens de travailler collectivement et de manière constructive pour soutenir leur pays dans la crise actuelle.

\*\*\*